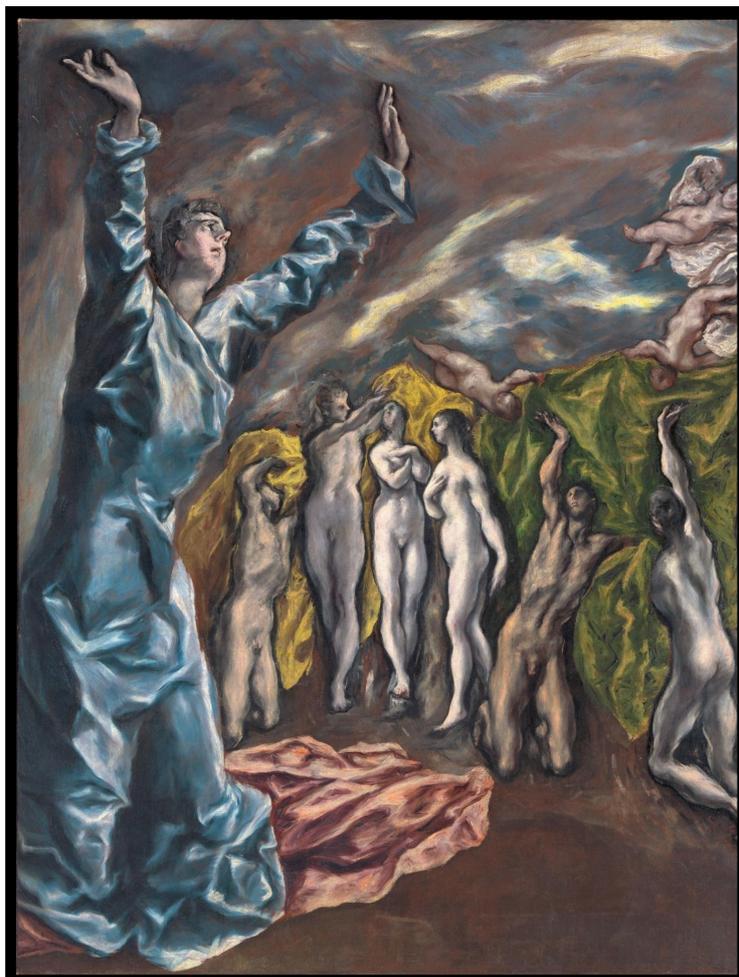




Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Jean Jaurès

Semaine 17 du 20 au 26 /04 - 2020



*Vision de
Saint Jean
par
Le Greco*



Le drame des banlieues

Ras-le-bol !

Cela fait 38 jours que l'actualité est en boucle sur le Covid et que - une fois les polémiques et les avis d'experts autoproclamés retranchés - les seules deux vraies info sur ce thème sont : 1) Nos économies vont connaître un choc absolument inédit de violence et de profondeur et 2) Le choix général en faveur de la protection de la santé des populations rend le déconfinement complet et définitif impossible en l'absence, a minima de port de masques et de tests, a maxima un traitement/vaccin qui semble-il n'est pas pour demain .

On en a marre aussi parce qu'on assiste à une saturation complète de l'info par ce seul thème dans des proportions jamais vues. On a droit à toutes les Madame Soleil du Landerneau economico-médico-politique et d'un gouvernement qui se contredit sans cesse et qui n'a pas pris d'emblée les mesures drastiques qui s'imposaient à l'image d'un pays comme le Portugal. On constate ainsi une géographie très inégalitaire de la propagation du coronavirus. Alors, de quoi demain sera fait ? On n'en sait rien quand bien même ce fichu virus a bien mis en lumière les défaillances d'une Europe qui a joué à outrance la carte du mondialisme et baissé sa garde dans des domaines relevant de son indépendance énergétique et sanitaire.

Politique

La maire de Paris, Anne Hidalgo, indique que 500000 masques seront disponibles gratuitement fin avril dans les pharmacies pour les Parisiens, en priorité les plus fragiles.

Nicolas Sarkozy est agité dans le bocal de luxe de sa meuf sur la Côte d'Azur au cap Nègre. Selon un de ses proches, il trépigne et passe ses journées au téléphone où il gère ses activités professionnelles. Mais il a aussi ses contacts avec Macron et ceux qui lui étaient proches comme Gérald Darmanin ou Jean Castex.

Giscard, 94 ans, vit lui aussi confiné. Pas question de se rendre au Conseil constitutionnel pas plus qu'à l'Académie française pour la séance du dico. Mais il a quitté Paris pour le château familial d'Authon (Loir-et-Cher). Où il s'emmerde.

L'ancien patron du FMI, Dominique Strauss-Khan revient dans le jeu suite à la publication d'un long texte dans la revue *Politique Internationale*. De sorte que DSK s'est entretenu avec Richard Ferrand, Stanilas Guerini, délégué général de LREM et même Bruno Le Maire.

Cette éphémère renaissance Strauss-Khanienne a une raison : les nombreux cadres qui soutenaient sa candidature à la présidentielle ont noyauté LREM et certains se retrouvent très bien placés dans l'organigramme macronien.

Le député LREM de Dordogne, Philippe Chassaing met en garde pour que l'aide exceptionnelle de solidarité aux foyers les plus modestes ne soient pas siphonnée par les banques. Ces sommes ne doivent pas servir à payer les frais d'incidents bancaires. Des associations comme Banques-Infos-Recours ont d'ores et déjà tiré la sonnette d'alarme.

Un possible remaniement ministériel agite le Landerneau. Le nom de Nathalie Kosciusko-Morizet est cité à plusieurs reprises ainsi que celui de cet imbécile d'Yves Jégo et même Manuel Valls dont les ambitions politiques espagnoles ont gagné les poubelles. Ca occupe en temps de confinement.

Interrogé par *Le Parisien*, Jean-François Copé, maire de Meaux, revient sur les ratés du gouvernement face à la crise : « *Nous avons un système hyper centralisé, avec des normes extraordinairement lourdes qui s'imposent, de Paris, aux acteurs de terrain. Le statut de la fonction publique hospitalière est trop rigide. En période de crise – et même avant avec la situation des urgences –, il montre ses limites* ». A la question, que faut-il changer ? Copé répond : Tout !

Au soir du premier tour des municipales, Michel Cymes, le médiatique toubib, avait taclé Marine Le Pen et Nadine Morano qualifiant le Covid-19 de « gripette ». Marine avec l'accord de Nadine s'est fendue d'un SMS au sieur Cymes où elle lui balance « *Votre morgue n'a d'égale que votre incompetence... Courageux mais pas téméraire* ».

Un nombre écrasant de cadres de l'Union populaire républicaine (UPR), le mouvement fondé par François Asselineau, demande sa démission pure et simple de ses fonctions de président pour harcèlement sexuel auprès de deux collaborateurs. Alors comme ça, t'en est, pépère !

Depuis le début du mois, les conditions d'exportation des masques se sont durcies. Le nombre d'usines certifiées par les autorités chinoises (autour de 20 000 jusque-là) aurait baissé de 30 % en raison des nombreux retours pour contrefaçon ou liés à la piètre qualité des masques, préjudiciable à l'image de l'empire du Milieu.

Reprise de l'école. « *La reprise scolaire est un sujet incandescent, le gouvernement marche sur des œufs* », souffle le maire d'une grande ville. « *Tout le monde improvise, tout le monde invente, que ce soit le gouvernement comme nous. Personne n'a le mode d'emploi* », pardonne Alain Chrétien, maire (Agir) de Vesoul.

Le sujet, qui concerne près de 16 millions d'enfants et un million de professeurs, est considéré par le pouvoir comme « *le premier gros enjeu du déconfinement* ». « *Le déconfinement pose de nombreuses questions concrètes sur le plan sanitaire et scolaire* », souligne le député LRM, Bruno Studer, président de la commission éducation. Il s'agit surtout de coller les parents au boulot et les chiards en garderie.

Elysée

Face à la montée en puissance de la polémique sur le maintien du confinement pour les plus de 65 ans après le 11 mai, Emmanuel Macron a décidé d'éteindre rapidement l'incendie. Pas de confinement donc et un simple appel à la raison et à la prudence des séniors.

Emmanuel Macron s'est entretenu au téléphone avec le président russe Vladimir Poutine au sujet du coronavirus et des mesures prises par leur deux pays visant à minimiser les conséquences sociales et économiques négatives. Les deux hommes s'engageant par ailleurs à maintenir la dynamique de la coopération bilatérale.

Miss Macron, alias Brigitte, femme de, vient de fêter ses 67 ans et n'entend pas rester recluse à l'Elysée comme l'avait annoncé son quadragénaire mari qui est revenu sur sa décision de confiner les 65-70 ans et au-delà. Oedipe a dû se prendre une belle avoinée.

Emmanuel Macron s'est rendu mercredi 22/4 en Bretagne pour visiter une exploitation de cultures de tomates et un supermarché afin de saluer le travail des agriculteurs et des distributeurs depuis le début du confinement.

On se marre. L'Elysée s'est fendu d'un communiqué à la mort du chanteur Christophe « *Avec lui, nous criions Aline, nous disions les mots bleus, nous pleurons les paradis perdus. Il faisait se rejoindre le populaire et l'expérimental, le trivial et le sublime, le mystère et l'évidence* ». Une chose est sûre, l'auteur était en plein trip !

En visioconférence, le chef de l'Etat s'est entretenu avec 22 maires et a commencé à dévoiler les grandes lignes du plan de déconfinement. En gros il sera adapté à chaque territoire. Il ne sera pas interdit de se déplacer d'une région à l'autre. Tout dépendra en fait des élus locaux. Ainsi pour la réouverture des écoles. Le port du masque sera obligatoire dans les transports. Bistros, restau, pas de réouverture prévue.

Gouvernement

Prise de parole du Premier ministre qui dresse le portrait de ce que pourrait être l'après virus à partir du 11 mai. Avec un mot d'ordre : le retour à la normale n'est pas pour demain, il va falloir nous apprendre à vivre avec le coromachin comme épée de Damoclès.

Ce déconfinement aura d'abord comme priorité de continuer coûte que coûte à ralentir la circulation du virus. Et ce pour deux raisons simples : si, après quatre mois de travaux et d'essais, la recherche connaît beaucoup mieux ce virus, il n'y a, à ce jour, « pas de traitement » et « pas de vaccin ».

Et avec comme premier impératif de conserver les mesures barrières : se laver les mains, garder ses distances physiques avec autrui éternuer et tousser dans son coude. Port du masque dans les transports à l'étude. Enfin, réouverture surveillée des Ehpad.

Edouard Philippe a eu un long entretien téléphonique avec le Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine au sujet d'une coopération en matière de traitement du coronavirus. Il a invité Philippe à se rendre en Russie dès la levée des restrictions. Une invitation accueillie de manière positive à Matignon.

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé que le gouvernement avait demandé aux propriétaires de parcs immobiliers de ne pas percevoir pendant trois mois les loyers dus par les très petites entreprises (moins de 10 salariés) obligées de cesser leur activité.

« Le réalisme conduit » à ce que le second tour des élections municipales ait lieu "sûrement après l'été", et non le 21 juin, comme envisagé un temps, a annoncé Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales.

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire reçoit les plaintes de nombreux distributeurs du secteur alimentaire excédés par les arrêtés farfelus de certains préfets comme celui de Moselle qui exigeait que les magasins calculent le nombre de clients et d'employé admis dans la surface déambulatoire. Dossier transmis à Castaner pour calmer les préfets.

Bruno Le Maire souhaite que « *tous les commerces puissent rouvrir le 11 mai* » à l'exception des cafés, bars et restaurants et prévient qu'aucune entreprise qui « *a son siège fiscal ou des filiales dans un paradis fiscal* » ne pourra bénéficier des aides de trésorerie de l'État.

« *Il y aura peut-être un troisième budget rectificatif avec des chiffres sans doute encore plus impressionnants* ». Tels sont les mots qui ont été prononcés par Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics sur France Inter le 20/04..

Institutions

La Cour des comptes étrille les dérives de la Fondation Maison des sciences de l'homme, dirigée par Michel Wieviorka et doté d'un budget de 10 M€ en raison d'une gouvernance « défailante et divisée » et d'un climat social dégradé et des activités à la peine. Un vrai repaire d'intellectuels des cavernes de gôdôche ce cloaque.

Le président de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a annoncé qu'un masque réutilisable sera fourni par habitant, d'ici à la fin du confinement, afin de lutter contre le Coronavirus et d'éviter les contaminations au sortir du confinement, prévu le 11 mai prochain.

Troyes, ville du textile, a vu plusieurs de ses usines constituer très vite un stock de masques que François Baroin, le maire de la ville, s'est très tôt empressé de faire distribuer aux personnes de plus de 60 ans.

Il n'y aura pas de vente de Muguet le 1^{er}-Mai, ainsi en a décidé la cellule de crise interministérielle. Les « cocos » pleurent déjà les 600 000 € que leur rapportait chaque année la vente militante, mais aussi les Scouts de France. La vente à la sauvette est interdite.

La justice civile, celle du quotidien, des résiliations de baux, des préjudices corporels, des liquidations d'astreinte, des contrats, des litiges familiaux, est à l'arrêt. Au civil, le télétravail est impossible, car les logiciels existants, contrairement au pénal, ne permettent pas le télétravail. Autre handicap, l'absence cruciale d'outils informatiques. La sortie de crise s'annonce cataclysmique.

La réouverture des écoles sème le trouble parmi les élus et les maires en particulier. Plusieurs élus jugent que les conditions sanitaires ne sont pas remplies. « *Pour moi c'est totalement irresponsable, ça me rend furieux. On refile la patate chaude aux élus locaux et je trouve ça inadmissible* », fulmine Lionnel Luca, le maire LR de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes). Même son de cloche chez d'autres élus. Selon un sondage deux Français sur trois n'enverront pas leur enfant à l'école.

Divers

C'est la grande crainte des restaurateurs, patrons de cafés et restaurants : que la profession soit décimée par l'épidémie de Covid-19, avec la crise économique qui est, conséquence de la crise sanitaire, déjà en cours dans notre pays. 95% de ces entreprises sont déjà fermées et 5% font de la vente à emporter.

Inquiète face aux injonctions contradictoires, à la pénurie de masques, au retard des tests, l'opinion s'interroge sur l'organisation de la chaîne de commandement. Y a-t-il un pilote dans l'avion ? Avec trop d'interlocuteurs, d'agences, de comités, d'experts, le mille-feuille administratif semble peu propice à l'agilité nécessaire face à la crise.

Au final, sur le porte-avions Charles De Gaulle, ce sont 1046 (sur 1700 marins) qui ont été testés positifs, soit près de 60% de l'effectif. Avec une population majoritairement masculine et en bonne santé, âgée de 20 à 50 ans, le profil des occupants du porte-avions est moins sujet aux formes graves du Covid-19. 24 marins sont à l'hôpital Sainte-Anne de Toulon et deux en réanimation.

Reconverti dans le pinard en plein Lubéron, l'ancien patron du Médef Pierre Gattaz a décidé de reverser aux soignants 1 euro sur chaque bouteille de son domaine viticole vendue en ligne. Dis, Marcel, t'as pas une idée de pub ?

La remise des offres de reprise du fabricant de chloroquine Famar (Saint-Genis-Laval) a été reportée au 25 mai. Le président de la région Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez s'est engagé à « sauver » le site, en règlement judiciaire depuis 2019.

La mairie RN du 7^e secteur de Marseille avait contacté plusieurs entreprises locales pour leur demander des devis concernant la fourniture de masques, visières et autres matériels de protection.

Or, l'une d'elle, appelée Make it Marseille, lui a carrément répondu. : « *Désolé nous ne souhaitons pas contribuer à vos actions car nous ne partageons pas les mêmes valeurs que le Rassemblement national !* » Le sénateur RN de Marseille Stéphane Ravier qui a répondu « *C'est une attitude qui ressemble à s'y méprendre à une attitude de salaud* ».

Tambouille macro-machin

Aux abonnés absents. C'est le gouvernement qui fait le taf.

Droite

A LR, les réunions physiques ont laissé la place aux visioconférences, le confinement n'a pas empêché les joutes sur la ligne économique, mais chez Les Républicains, la vie continue, comme en témoigne la tenue régulière des réunions thématiques. Souvent, les élus échangent plusieurs fois par jour avec la centaine d'experts et professionnels associés aux travaux.

Dixit Christian Jacob : « *Après ce que nous avons connu, la priorité doit être celle des idées. C'est pour cette raison que j'ai souhaité redémarrer les forums très rapidement car c'est comme cela que nous pourrions réexister* ».

Dans les instances des Républicains (Christian Jacob en tête), la perspective de participer à un gouvernement d'union nationale est, elle, sans ambiguïté rejetée. « *La participation de la droite à un tel gouvernement laisserait définitivement le champ libre aux populismes* », arguent les députés Pierre-Henri Dumont et Raphaël Schellenberger

Gauche

Olivier Faure continue de penser le monde d'après, vu que celui d'avant est pour les socialistes un champ de ruines. Ainsi chaque semaine, des politiques interrogent des universitaires, des chercheurs et des syndicalistes, aussi fatigués qu'eux pour jouer les « Madame Soleil » de demain. Car, camarades ! n'en doutons pas, demain sera social ou ne sera pas. Dis, Marcel, il a réouvert ton bistrot ?

Mélenchon for ever ! « *Nous ne sommes pas juste des commentateurs, nous voulons ouvrir une issue historique à la crise de la civilisation. C'est notre responsabilité (...) Notre programme propose un chemin gouvernemental. On veut dire quelque chose de fort : on peut commencer à changer le monde demain matin si vous voulez* », clame Jean-Luc Mélenchon qui débande pas.

Société

Les violences intra familiales étant fortement en hausse, le préfet du Morbihan, Patrice Faure, a pris une mesure exceptionnelle : la vente d'alcool à emporter est interdit, à l'exception du vin, du cidre et de la bière.

L'épidémie donne des ailes à des médecins de ville qui « expérimentent » des traitements que les autorités médicales réproouvent : « *On voit passer toutes sortes de choses : de la tisane de thym, un verre d'alcool par jour, des inhalations... Avec des médecins de bonne foi. Pour l'instant, aucune n'a prouvé un meilleur résultat que l'autre.* »

Avocat. Après six semaines de confinement, la donne économique est telle que, selon un sondage, 28 % des avocats interrogés « *disent vouloir changer de métier* » et tout autant « *déclarent que leur priorité immédiate est de changer d'orientation* », autrement dit abandonner leur spécialisation actuelle pour se tourner vers le conseil.

Mobilisation générale pour fabriquer les masques qui nous font défaut. Les initiatives privées se multiplient aux quatre coins de l'Hexagone pour fournir des masques en vue de la reprise des activités. Ainsi en Mayenne, 200 couturières ont conçu 7000 pièces en seulement quinze jours.

L'association Paris Good Fashion, qui compte parmi ses membres une soixantaine d'entreprises du secteur de la mode, a déjà mobilisé 30 000 couturières et couturiers qui vont confectionner des masques en tissu.

A défaut d'avoir le même pouvoir filtrant que les FFP2, ces masques en tissu respecteront les règles édictées par l'Afnor qui a édité sur son site un document conçu par 150 experts, déjà téléchargé 800 000 fois !

Faits divers

Pépé et sa mémère se sont offert une croisière « tour du monde » qui est partie le 10 janvier d'Italie. Avec l'arrivée de ce foutu virus voici un mois qu'ils vivent sur le rafiote, les ports se ferment les uns après les autres. Même à Marseille, ils n'ont pu débarquer. Ils sont encore 400 Français à bord. Et tout ça pour le même prix !

Bon, on avait déplacé une compagnie de CRS de Dijon pour venir « sécuriser » l'Élysée. Et les pandores devaient dormir dans les dortoirs à Ponderly près de Rungis. Refus des CRS de pieuter là en raison d'une situation sanitaire incertaine. Ils ont donc préféré dormir dans leurs camions.

Gérard Huet, 72 ans, ancien maire de Loudéac (2001-2016) est sorti de l'hôpital pour cause de coronavirus. Et on est heureux pour lui. Cet ancien syndicaliste FO s'était engagé contre le mariage homosexuel et avait refusé le mariage de complaisance d'un Marocain. Le préfet était intervenu. Six mois plus tard, Gérard Huet téléphonait au préfet pour lui annoncer le divorce du Marocain... devenu Français.

Les prisons françaises se sont vidées de 9923 détenus entre le 16 mars et le 13 avril : 80 nouveaux écroués par jour, contre 404 sorties.

Migration/islam

Sœur Anne ne vois-tu rien venir ? La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont lancé une initiative commune pour tenter de débloquer une difficile réforme du système d'asile dans l'UE, plaidant pour une répartition obligatoire des demandeurs d'asile entre États avec des exceptions possibles. Mais la date de présentation de la réforme reste inconnue en raison du confinement.

Bonne nouvelle. Médecins Sans Frontières a annoncé cesser ses missions de sauvetage de migrants en mer à bord de l'*Ocean Viking*, faute de parvenir à s'entendre avec SOS Méditerranée, qui l'affrète, sur la possibilité d'opérer malgré la crise sanitaire.

Le site Damocles.co rappelait ainsi récemment qu'en 2018 « la seule allocation pour demandeurs d'asile (ADA) a représenté un montant de 424 millions d'euros, pompés sur vos impôts » et qu'« entre 2009 et 2019, le nombre de places d'hébergement en "centres d'accueil" a quasiment été multiplié par trois »

Rien d'étonnant, donc si, l'an dernier, « le budget consacré aux lieux d'hébergement pour "demandeurs d'asile" a été de plus de 700 millions d'euros ». Au détriment de dépenses plus utiles comme des masques ou des lits de réanimation.

Paris n'est pas le seul coin d'Ile-de-France où la situation est explosive. De Grigny dans l'Essonne à Mantes, Trappes ou Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines, les bandes sont sur le pied de guerre, selon un scénario immuable : des voitures ou des conteneurs poubelles sont incendiés pour attirer les pompiers qui, aussitôt attaqués, appellent en renfort les policiers qui,

eux- mêmes accueillis par des cataractes de projectiles et même par des tirs de mortier, ne peuvent procéder à aucune interpellation (alors que la vieille dame partie faire ses courses en oubliant son ausweis est aussitôt verbalisée)

Ecologie/ sciences & techniques

C'est la course au vaccin. Et l'Institut Pasteur pourrait avoir une longueur d'avance. Le professeur Florence Ader a indiqué « *que l'Institut avait un candidat-vaccin avancé. Des essais chez l'homme vont être lancés dès cet été.* » Selon certaines sources, il s'agit du vaccin rougeole modifié, pour l'instant en test sur l'animal. Mais ça s'agite aussi au Royaume-Uni et en Chine.

Sophie Duquesne, chercheur Inrae au TBI et Alain Marty, directeur scientifique de Carbios, affirment qu'ils ont trouvé la solution pour recycler le plastique le plus courant, le PET, à l'infini. Et ce grâce à une enzyme particulièrement efficace, qui décompose (dépolymérise) le plastique et permet sa réutilisation.

La science et ses mystères. Les chercheurs sur le coronavirus ne savent toujours pas comment le virus se transmet. « *On savait qu'il y avait des chaînes de contamination qui passaient inaperçues mais on s'est rendu compte à quel point elles participaient à la diffusion du virus. Elles seraient responsables de 40 % des cas* » estime un médecin. Mais ce n'est pas la seule zone d'ombre. Et faut-il rappeler que le sida court toujours !

La fonte des glaces fait le bonheur des archéologues. En Norvège, en suivant une passe dans la montagne probablement empruntée pour la transhumance et les échanges commerciaux, ils ont retrouvé quantité de restes : fers à cheval, os et crottins d'équidés, du textile. Soumis au carbone 14 certains remontent à l'âge du bronze mais la plupart se situent entre 300 et 1500 avec un pic à l'an 1000, en pleine période viking.

Les bienfaits collatéraux du confinement, liés à la qualité de l'air, se confirment. Les rejets de dioxyde d'azote dans l'agglomération parisienne ont diminué depuis un mois, dans une fourchette comprise entre 20 à 25 % selon les semaines. Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes si la pollution due aux particules - les PM10 et les PM2,5 dans le jargon des experts - connaissait une baisse de même intensité. Tel n'est pas le cas.

Cette contre-performance tient à l'importance des concentrations de particules dites « secondaires ». Il s'agit de toutes celles qui se forment à partir des oxydes d'azote provenant du chauffage et de l'ammoniac relâché par l'agriculture qui circulent sur de très longues distances.

Economie

Ce n'est qu'un début... Le marché automobile européen s'est effondré de plus de moitié au mois de mars, qui intègre environ deux semaines de confinement dans de nombreux pays de la zone.

Le lien avec les mesures de confinement est évident : les pays les plus touchés sont ceux qui ont appliqué les mesures les plus strictes, provoquant la fermeture des concessionnaires. L'Italie est moribonde (-85,4%), mais la France et l'Espagne ne sont pas loin (-72,2% et -69,3%). L'Allemagne a limité les dégâts avec -37,7%.

Marc de Lacharrière est entré au capital de Lagardère pour défendre Arnaud Lagardère. Vincent Bolloré s'apprête faire de même. Ainsi que la famille Pinault. Autant de grands noms à côté desquels Arnaud Lagardère n'existera plus. Lacharrière a développé toute une activité

d'évènementiel et de salles de spectacles et pourrait trouver chez Lagardère de quoi agrandir son portefeuille dans ce domaine.

En huit semaines de confinement les Français ont épargné 55 Mds€ et, selon Bercy, ce bas de laine devrait se monter à 100 Mds€ (4 points de PIB) d'ici à septembre. Or, c'est du rythme et de la dépense de ces montants, deux aspects sur lesquels les pouvoirs publics ont peu d'influence, que va dépendre le rythme et le niveau de la reprise.

Bruno Le Maire tente d'apaiser le conflit qui se fait jour concernant les loyers des commerçants (petites et grandes surfaces) et les bailleurs. Pour l'heure les Unibail-Rodamco, Westfield, Klépierre, Carmila et autres foncières qui détiennent et gèrent les centres commerciaux en France refusent de leur accorder cette suppression de loyers.

Les quatre principales foncières opérant en France - Unibail-RodamcoWestfield, propriétaire du Forum des Halles, Klépierre, gestionnaire de Créteil Soleil, Carmilla, filiale de Carrefour, et Mercialis, filiale du groupe Rallye - pourraient « participer à l'effort national », en piochant dans le montant alloué à leurs dividendes. « *A elles quatre, elles ont distribué plus de 2,5 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2019* » constate un spécialiste du secteur.

Une enquête de l'U2P et réalisée par le cabinet Xerfi I + C en avril auprès d'un panel représentatif de 6.200 entreprises, indique que près de 6 sur 10 ont subi une perte de chiffre d'affaires de plus de 70 % sur la seconde quinzaine de mars. Les plus touchés : hôtels, restaurants, cafés, BTP, services, droit. Les commerces alimentaires s'en sortent mieux.

Les remises migratoires, qui représentent la part des revenus gagnés à l'étranger que les migrants rapatrient dans leur pays d'origine, vont chuter de 19,7%% cette année, selon un rapport de la Banque mondiale. Elles devraient s'établir à 445 milliards de dollars cette année contre 554 milliards en 2019 - une année record.

Les remises migratoires sont vitales pour les pays en développement en ce sens qu'il a été empiriquement démontré qu'elles contribuaient à la diminution de la pauvreté ou encore à l'amélioration de la situation nutritionnelle.

Culture/médias

La vente de *Paris Normandie* tourne au feuilleton. Le groupe Rossel, qui édite *La Voix du Nord* aurait pris contact avec le tribunal de commerce de Rouen en vue d'une éventuelle reprise du quotidien normand. Et Pierre-Antoine Capton, patron de 3^{ème} Œil Production est toujours sur les rangs.

Presstalis, fin de partie ? Le président de Presstalis, Cédric Dugardin, a déposé le 20/4 auprès du tribunal de commerce de Paris une déclaration de cessation de paiement. La mandataire judiciaire, Hélène Bourbouloux, a adressé une lettre en forme d'ultimatum aux grands éditeurs de presse.

L'activité de la messagerie ne pourra cependant se poursuivre sans une aide de l'État. Or, celle-ci ne sera mise en œuvre que si les éditeurs parviennent à un accord sur une solution commune. Autrement, une liquidation judiciaire serait rapidement prononcée.

L'intérêt marqué depuis un an de Xavier Niel pour la presse régionale (PQR) n'est pas fortuit. Notoirement proche de Macron, le milliardaire d'Internet, permet ainsi au président de s'assurer d'une relative bienveillance des tirs qu'il rachète. La PQR reste un vecteur essentiel pour les politiques en direction des électeurs.

La présidente de France télévisions, Delphine Ernotte, vient de mandater le cabinet Interstys après l'annonce de l'ouverture d'une enquête interne pour harcèlement moral au service des sports. Celui-ci a déjà œuvré pour une enquête de même nature au sein du site France info en 2019.

Le très sobre communiqué de Vivendi annonçant le 21 avril l'acquisition de 10,6 % des actions de Lagardère ne signifie pas seulement que Vincent Bolloré vole au secours d'Arnaud Lagardère face aux assauts d'Amber Capital. Il pourrait présager, à terme, une méga-fusion dans l'édition, entre Hachette Livre et Editis.

Europe

Bizarre

C'est le principal gestionnaire d'actifs américain BlackRock, fondé à New York en 1988, que la Commission européenne a choisi pour l'aider à « mieux intégrer les facteurs environnementaux et sociaux dans la supervision bancaire ». Or, actionnaire dans douze banques d'importance mondiale et comptant parmi les plus grands investisseurs mondiaux dans les entreprises d'énergies fossiles, BlackRock s'oppose systématiquement aux résolutions concernant l'environnement dans les sociétés dont il gère les actions. Pour laisser entrer le loup – ou plutôt le pousser – dans la bergerie, la Commission lui a offert en outre un contrat de 550 000 euros.

Union européenne. Pour ce qui concerne une reprise d'activité, chaque pays réagit en fonction de sa culture. On constate avec bonheur d'importants échanges d'informations scientifiques entre les pays européens où les laboratoires travaillent jour et nuit. Où les grandes entreprises se mettent à produire masques, respirateurs, gels. Les capitales européennes enfin s'entraident.

Les Dix-neuf connaissent une descente aux enfers inédite d'après les derniers chiffres de l'enquête PMI pour le mois d'avril. Une dégringolade qui « dépasse toutes les anticipations et laisse entrevoir une contraction sans précédent du PIB de la zone euro en 2020 ».

Au sein de l'UE on trouve, entre autres, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) qui vient de pondre un texte sur l'impact géopolitique du Covid-19. Face à une amplification des conflits dans l'arc moyen-oriental et au Sahel, on pourrait assister à de nouvelles vagues migratoires.

Sur la scène internationale une confrontation géopolitique accentuée pourrait éclater qui oppose l'Amérique à la Chine et donc la Russie entend bien tirer partie. De sorte que l'Europe se retrouverait une fois de plus entre le marteau et l'enclume. L'occasion pour l'Europe de s'affirmer prônent les auteurs. Y serait temps !

Allemagne. La stratégie de déconfinement a volé en éclat au niveau des 16 Landers, au grand dam d'Angela Merkel. Hormis les restaurants, hôtels, cafés et foires qui restent clos partout, les règles appliquées aux autres commerces sont adaptées aux priorités économiques et sanitaires de chaque région, renforçant le sentiment de cacophonie.

Nos amis Allemands veulent remplacer leur flotte vieillissante de vieux avions Tornado par 2/3 d'avions de combat

européens et un tiers américains. Il s'agirait de l'Eurofighter 2000 et de 45 Boeing F-18 Super Hornet pour l'avion ricain. En fait, les Américains ont fait pression sur les Allemands qui ont donc coupé la poire en deux et ont choisi ce F-18 peu coûteux.

Danemark. Le gouvernement a pris la décision de conditionner ses aides économiques d'urgence aux entreprises qui ne distribueront pas de dividendes pendant deux ans et qui ne sont pas immatriculés dans des paradis fiscaux. Une première mondiale dans la litanie des plans d'urgence.

Italie. Réouverture à géométrie variable et selon les régions. Pas de réouverture d'école et d'universités avant septembre. Date prévue le 4 mai pour une reprise d'activité.

En raison de la fermeture des frontières et donc du manque de travailleurs saisonniers dans l'agriculture, Confagricoltura et Coldiretti, les principaux représentants du secteur agricole transalpin, demande la régularisation d'une partie des 600 000 sans-papiers présents en Italie. Le pays est le deuxième producteur de fruits et légumes en Europe.

La moitié de ces sans-papiers est constitué de femmes d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud travaillant comme aides aux personnes âgées mais aussi de nombreux ouvriers des travaux publics. Autant de secteurs indispensables pour surmonter la crise et envisager la relance de l'économie.

Portugal. Le pays s'apprête à sortir du confinement de manière progressive dès le 4 mai prochain. Cette bonne gestion de la pandémie est due en partie son anticipation de la crise, à la fermeture, dès le 12 mars, des écoles et la réclusion du pays avec seulement 112 cas déclarés.

Russie. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a appelé la chaîne britannique BBC à parler davantage du Royaume-Uni, la critiquant pour sa partialité en ce qui concerne la Russie, estimant sa présentation «tendancieuse».

International

Chine. La République populaire de Chine (RPC) semble en position de force pour imposer ses vues au sein des principales organisations internationales. L'OMS (santé) et l'OACI (aviation civile) se trouvent sous son influence et trois autres agences de l'ONU (sur15) l'Agriculture, le développement industriel (ONUDI) et les télécommunications (UIT) ont à leur tête un ressortissant chinois.

Etats-Unis. Le président Donald Trump annoncé hier qu'il allait décréter une suspension temporaire de l'immigration aux Etats-Unis pour protéger les emplois des Américains. Celle-ci s'appliquera aux demandes de cartes vertes. « Cette pause sera en place pour une période de 60 jours », a-t-il ajouté.

Trump a par ailleurs dit soutenir le Sénat qui a approuvé un plan de 500 milliards de dollars pour aider les PME et lutter contre le coronavirus, texte qui doit maintenant être soumis au vote de la Chambre des représentants.

Baisse brutale du pétrole américain. Sommés de rester chez eux, les Américains ne circulent plus et ne consomment plus d'essence : le prix à la pompe est d'ailleurs désormais inférieur à 0,50 dollar le gallon. Et ça ne risque pas de s'arranger vu que le nombre de chômeurs ne cesse de progresser.

De la start-up nation à l'union nationale

Par Pierre Dumazeau

Le constat est partagé par l'ensemble de la classe politique: le «monde d'après », même s'il risque fort in fine de ressembler à «l'ancien monde » tant honni par les troupes macronistes, doit provoquer un changement des équipes et un renouvellement des méthodes. Durant la semaine passée, toutes les hypothèses ont circulé: un départ d'Édouard Philippe de Matignon, une dissolution de l'Assemblée nationale, un remaniement... nos confrères du *Monde* affirment que toutes les options sont sur la table, information confirmée par votre *Lettre (de l'Expansion)* où, pour le moment, tout est à l'étude sans fermer aucune porte. Beaucoup de noms, pour un gouvernement «d'union nationale », ont circulé, et d'autres devraient également alimenter les rumeurs du tout-Paris pendant de nombreuses semaines encore.

Mais au-delà des oui-dire, du changement de personnalités politiques ou d'un bouleversement institutionnel, assistera-t-on à un audit complet de l'État centralisé, de ses faiblesses et de ses dysfonctionnements, de ses lourdeurs administratives et de son obésité qui anesthésie la possibilité d'une prise de décision rapide? Car les Français ont payé, et continuent de payer cher les attermoissements de l'État central, visiblement plus prompt à nous dire combien de fruits et légumes il faut manger par jour que de nous protéger en cas de pandémie. Économiquement également, les inquiétudes sont là, et chaque semaine qui passe nourrit l'angoisse par exemple des artisans et commerçants, en témoigne en fin de semaine dernière, dans les colonnes du *Parisien*, le cri d'alarme des restaurateurs, inquiets de subir de plein fouet la crise financière qui se profile. Plus largement, c'est tout le système de l'État qu'il faut revoir dans l'après-crise, au moment où sera venu le temps des explications politiques (et, pour certains ministres, le temps aussi des explications judiciaires). Le pays ne supportera pas qu'aucuns changements réels et profonds ne s'opèrent dans les prochains mois. C'est une façon complètement différente de penser le pays, avec l'appui des régions et des départements, qui se démènent depuis des semaines, mais aussi en prenant en considération l'ensemble des élus locaux, et même les associations, qui font un travail formidable malgré le peu de moyens dont elles disposent. Pour résumer, s'appuyer sur les corps intermédiaires, ceux qui connaissent le pays, pour reconstruire et faire avancer ce dernier. L'exact inverse, donc, de la start-up nation de 2017, doctrine politique qui ne cesse de montrer ses limites depuis maintenant deux ans et demi.

Au-delà des oui-dire, du changement de personnalités politiques ou d'un bouleversement institutionnel, assistera-t-on à un audit complet de l'Etat centralisé ?

Source : La lettre de l'Expansion 20/4

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[coronavirus et crise alimentaire](#)

[relocalisons... par Pierre Le Vigan](#)

[debandade pétrolière](#)

[questions à Jean-Marc Jancovici sur l'après coromachin](#)

[excellente chronique de Campagnol](#)

[effacer la dette de l'Afrique : une mauvaise idée](#)

[gestion de la crise par Alain Bauer](#)

[contre l'agriculture intensive](#)